

LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

www.lemapaysbasque.eu

n° 165 - Mars 2012ko Martxoa - 2 €



Pays Basque : quelle gouvernance ?

Écosse
p. 2

Agir en
Pays Basque
p. 10 à 13

La révolution
française
p. 15 à 16

Iñaki Durañona
p. 17

LES CENTRISTES BASQUES
ABERTZALE BAKEZALEAK

 EAJ
PNB
www.eaj-pnb.eu



Écosse : l'indépendance ? Un peu, beaucoup, passionnément...

Les Écossais devront décider par référendum s'ils retrouvent leur indépendance.

Les 5 millions d'écossais veulent-ils voler de leurs propres ailes ou préfèrent-ils rester sous le parapluie britannique ? Pour en avoir le coeur net, le chef du gouvernement écossais, Alex Salmond, va mettre en place un référendum sur l'indépendance en 2014. Ce n'est pas une surprise, puisque c'était une promesse de campagne d'Alex Salmond alors qu'il n'était pas encore chef de gouvernement.

Disposant pour la première fois de la majorité absolue au parlement d'Edimbourg (69 sièges sur 129), le SNP (Scottish National Party) semble en position de force. Mais sondage après sondage, l'Écosse confirme qu'elle hésite à franchir le pas et à retrouver sa liberté d'avant 1707.

L'argument de poids des promoteurs de l'indépendance est plus économique que politique : en résumé, l'Écosse est riche (notamment grâce au pétrole de la mer du nord) et n'en profite pas assez !

Parallèlement, son système social est plus généreux que celui de son voisin anglais.

Dans l'autre camp, celui des unionistes, on soutient que l'économie écossaise aurait davantage souffert de la crise financière actuelle, et notamment ses banques, sans le soutien de Londres.

Mais l'enjeu de ce référendum est aussi politique, notamment pour le parti travailliste britannique (Labour Party).

Traditionnellement fort en Écosse, il compte encore 59 députés écossais dans ses rangs au parlement de Londres, alors que le SNP n'en a que 6 et les conservateurs, 1 seul ! Le dernier premier ministre travailliste Gordon Brown, était d'ailleurs

écossais. On comprend mieux pourquoi les élus travaillistes sont sur la même longueur d'onde que leurs collègues conservateurs lorsqu'on parle d'Écosse indépendante.

Du côté des principaux intéressés, les écossais, les sondages confirment qu'entre le coeur et la raison, ça balance toujours. Si le sentiment nationaliste n'a jamais été aussi fort (ce qui s'est traduit par l'élection du premier chef de gouvernement nationaliste), les "oui à l'indépendance" tournent autour de 40%.

Carnaval, des Basques Écossais dont Andoni Ortuzar, Président du Bizkai Buru Batzar



Il reste aussi à régler la question de l'organisation du référendum. En bons gentlemen, les chefs de gouvernement de Londres, David Cameron et d'Edimbourg, Alex Salmond, ont décidé de se rencontrer pour se mettre d'accord ou tout au moins pour en parler.

À l'issue d'une réunion le 16 février dernier, les positions semblent, malgré tout, toujours aussi éloignées.

La date ? Alors que le 1^{er} ministre britannique veut précipiter les choses en 2013, Alex Salmond, veut lui, prendre le temps de préparer le référendum pour 2014.

La question ? David Cameron la veut fermée avec une seule réponse possible: oui ou non. Alex Salmond a senti le danger de ce genre de question manichéenne, qui avait par exemple, participé à l'échec des

référendums au Québec.

Alors pour ne pas effrayer les électeurs hésitants, le leader du SNP préférerait ouvrir le jeu en proposant une seconde question sur une autonomie renforcée de l'Écosse. Ainsi, même s'il se prononce contre l'indépendance totale, l'électeur pourra toujours faire un second choix en faveur de l'autonomie maximum.

Ce qui est certain, c'est qu'en attendant que le référendum ait lieu, il coulera beaucoup d'eau sous les ponts de la Clyde et il y aura beaucoup de réunions et de tractations.

L'une des dernières propositions faite par David Cameron à Alex Salmond était "d'offrir plus d'autonomie à l'Écosse". Le premier ministre britannique vient peut-être de faire là l'une des ses premières erreurs dans ce dossier écossais : et si tout simplement, l'Écosse n'avait plus envie qu'on lui offre aujourd'hui, quelque chose qu'elle pourra prendre toute seule demain grâce à un référendum ?

Le particularisme écossais

Pendant longtemps le royaume indépendant d'Écosse a ferrailé avec son puissant voisin anglais avant d'être intégré dans le Royaume Uni en 1707. Et ce n'est que le 1^{er} juillet 1999, soit après près de 300 ans de sommeil, que le parlement écossais s'est réuni de nouveau à Edimbourg. Une renaissance demandée par près de 74% des écossais lors du référendum sur la dévolution en septembre 1997.

Malgré son intégration dans le Royaume-Uni, l'Écosse à toujours gardé sa personnalité et sa singularité culturelle (on y parle anglais mais aussi gaélique et scots) ou religieuse (on y compte une majorité de presbytériens alors que les anglais sont anglicans).

Recevez désormais le Lema par courriel

Vous souhaitez recevoir votre magazine Lema en avance ?

Vous souhaitez recevoir des informations et des invitations de la part de la rédaction de Lema ?

C'est très simple : il vous suffit de nous faire parvenir votre adresse électronique à : contact@ej-pnb.eu. Et c'est tout. Alors, n'hésitez pas !



Pour de vrais réponses

En ces temps de crise et d'élections, nous ne pouvons nous empêcher de mener une réflexion, pour mieux appréhender la situation actuelle et entrevoir un début de solution et garder espoir.

Depuis longtemps, certains économistes s'insurgent contre la politique économique menée par nos politiques, prévoyant même la situation actuelle. Mais leurs voix ne trouvent que très peu d'échos autour d'eux.

Nos politiques qui, au fil du temps, se sont laissés déposséder du pouvoir économique, veulent encore nous faire croire, qu'ils redresseront la situation de notre pays s'ils sont élus. Beaucoup de citoyens ne leur accordent plus aucun crédit. En effet, nos dirigeants n'ont pas lutté contre la rapacité, l'avidité des grandes entreprises dont le seul souci est d'apporter des dividendes toujours plus élevés à leurs actionnaires, au détriment des salariés, ni les injustices qui règnent au sein des différentes catégories sociales.

Force est de constater que la montée de cette « nouvelle philosophie » est allée de pair avec la perte des valeurs humanistes

et la désaffection de nos concitoyens pour le christianisme. Pour les défenseurs de ces valeurs, l'économie doit être au service de l'homme et non pas l'homme au service de l'économie. Or, notre société s'est complètement désengagée de cette philosophie.

La crise actuelle répand la crainte, la révolte, la haine et étend la pauvreté mais aura-t-elle peut-être le mérite de mettre un terme à ce système suicidaire pour les peuples et la planète. Le plus grand espoir que nous ayons est que nos dirigeants, à l'échelon national et européen, aient le courage de dire la vérité et de prendre les mesures qui s'imposent réellement, en gardant le souci de la justice sociale et de la solidarité.

Certaines solutions prônées pour surmonter la crise sont empruntées à l'Allemagne qui nous est constamment citée en exemple. Mais nos conseillers « oublient » que ces remèdes fonctionnent dans un certain contexte politique. L'Allemagne ne connaît pas la centralisation politique que nous connaissons ; la démocratie locale y est plus développée : les länders jouissant

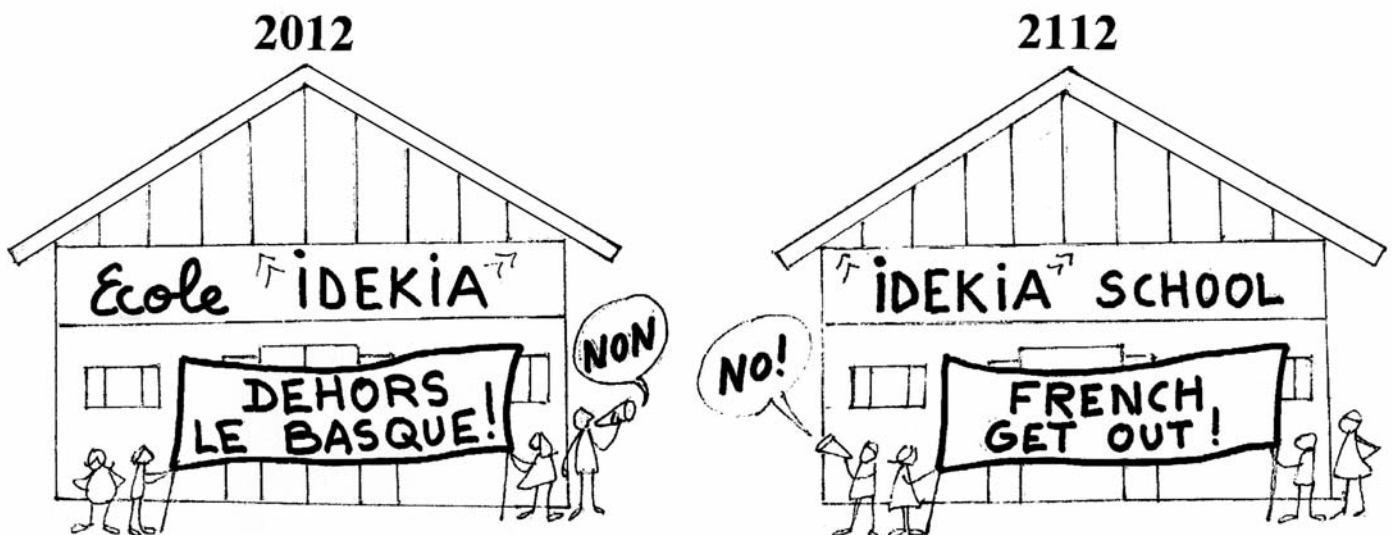
d'une certaine autonomie régissent leur vie économique et politique et la chancellerie, dans ses prises de décision est obligée de tenir compte de l'opinion des politiques régionaux. Elle est aussi dans l'obligation de composer avec ses alliés puisqu'elle est issue d'une élection à majorité relative. Il apparaît bien que le contexte des deux pays est radicalement différent. Ce qui nous fait douter de la pertinence des moyens adoptés.

Le malheur, pour nous est que nos dirigeants de gauche comme de droite reçoivent la même formation dans une certaine grande école, ce qui réduit leur capacité à s'adapter aux différentes situations, et à répondre aux sollicitations de leurs différents territoires qui ont chacun leurs propres spécificités. Et notre Pays Basque en fait partie : il a atteint sa maturité politique et veut être maître de ses choix et exercer sa responsabilité ; en ce sens, une collectivité territoriale, (institution que la constitution française prévoit), nous apporterait l'exercice d'une démocratie au plus près des habitants de ce territoire.

*Gaxuxa Elhorga,
Conseillère Municipale de Donibane Lohitzun*

Ustarritzeko buraso batzuek ez dute onartzen

beste burasoren haurrek euskara ikastea beren eskolan



Des parents d'Ustarritz n'acceptent pas que des enfants d'autres parents apprennent le basque dans leur école.

« IDEKIA » signifie « OUVERTE ».

GORTIA



Larrun en ski

Les près de 350 000 visiteurs qui empruntent chaque année le petit train de Larrun (La Rhune) ne verront pas de différence cette année. Le golfe de Biscaye, les collines et le brouillard (parfois !) seront bien au rendez-vous. Mais le site sera désormais géré par le Conseil général des Pyrénées Atlantiques via une régie, alors qu'auparavant une société privée s'en chargeait. Les élus de l'assemblée paloise, tous bords confondus, ont approuvé l'idée. C'est qu'elle doit être bonne. Mais en grattant un peu, quelques doutes apparaissent. Le petit train sera géré par l'EPSA (Établissement public des stations d'altitudes) présidé par Jean-Claude Coste qui est aussi conseiller général PS du canton d'Aramits. Or, son canton abrite l'une des stations de ski gérées par l'EPSA. Des stations de ski importantes pour l'économie locale, mais qui génèrent un déficit chronique. D'où l'idée que les bénéficiaires du petit train basque pourraient servir à réduire le déficit des stations béarnaises. L'idée se conçoit dans la logique Pyrénées Atlantiques, mais on peut-être surpris qu'aucun élu basque n'ait songé que ces bénéficiaires du petit train auraient pu être réinvestis là où ils ont généré des bénéficiaires, c'est-à-dire en Pays Basque. Et Dieu seul sait qu'ici aussi il y a beaucoup de choses à faire...

Le syndrome parisien

Ce mal si commun à bon nombre de partis politiques hexagonaux vient de frapper là où on ne l'attendait pas, chez les Verts du Béarn. Explications. Les militants écologistes de la 3^{ème} circonscription du Béarn qui n'ont pas forcément de bons rapports avec le député socialiste sortant, David Habib, auraient bien aimé aller ferrailler avec le maire de Mourenx aux élections législatives de juin prochain. Or, en vertu d'un accord "national" entre les Verts et RPS (Régions et Peuples solidaires, qui réunit des partis régionalistes), c'est l'Occitan David Grosclaude qui a été désigné par les instances... parisiennes. Et au final, l'accord négocié entre les Verts et le PS à Paris, amènerait le candidat Verts-RPS à se désister automatiquement pour le candidat socialiste au second tour. Ce n'est pas à LEMA que nous allons rejeter les candidatures régionalistes, bien au

contraire ! Mais la manière nous laisse un peu perplexe. L'accord n'aurait-il pas pu être négocié à la base entre militants verts et occitanistes et entériné ensuite à Paris ?

Des signaux de... fumée ?

Alors que des élections sénatoriales viennent de se dérouler et que des présidentielles se préparent, les regards des militants locaux sont portés vers les législatives de juin. Et la question est : y-aura-t-il alliance entre l'UMP et le Modem lors du second tour pour empêcher une vague rose ?

Deux signes de bonnes volontés ont été échangés entre les frères ennemis du centre-droit français. L'UMP a décidé (à Paris) de ne pas présenter de candidats face aux sortants Modem François Bayrou et Jean Lassalle. Au grand dam des militants UMP locaux qui avaient des candidats et ne pardonnent toujours pas son "double jeu" au Modem. De leur côté, les élus Modem (Forces 64) du Conseil général ont "prêté" l'un des leurs, Barthélémy Aguerre, pour permettre au groupe UMP d'exister après les défections d'Hervé Lucbéreilh et Jean Castaignes.

Mais ces signes évidents de détente pourraient être enterrés si le Modem ne soutenait pas Nicolas Sarkozy lors du second tour des présidentielles. À condition que le candidat UMP l'atteigne et que le candidat Modem soit éliminé. Mais cela est une autre histoire...

Sud-Ouest France

Non, il ne s'agit pas du nouveau nom du quotidien régional de Bordeaux, mais de la nouvelle bannière brandie par les Conseils régionaux d'Aquitaine et de Midi Pyrénées. Une bannière qui doit porter au firmament les produits gastronomiques régionaux tels que le foie gras du Sud-Ouest, les fromages ou encore le pruneau d'Agen. Et c'est le salon de l'agriculture de Paris qui a été choisi pour le baptême (républicain !) de la nouvelle bannière. Reste à savoir précisément ce qu'il y aura derrière : des produits d'appellation uniquement ? des produits fabriqués dans le Sud-Ouest ou qui y sont transformés ? Et en définitive, la nouvelle bannière sera-t-elle synonyme de qualité ou servira-t-elle juste d'indication géographique ? Concernant les produits du Pays Basque, on peut s'interroger sur le

besoin réel de cette bannière : achètera-t-on bientôt du piment du Sud-ouest, du poulet sud-ouestais ou de la piperade Sud-ouestaise ?

Lur berri s'agrandit

La coopérative installée en plein cœur du Pays basque intérieur, en Amikuze, n'est pas forcément connue du consommateur lambda. S'il trouvera difficilement des produits agro-alimentaires estampillés Lur berri, il achètera certainement ses produits sous les marques Spanghero, Delpierre et désormais Labeyrie. Car la coopérative vient de prendre le contrôle du fabricant landais de foie gras et autres saumons fumés.

Avec cet achat, la petite coopérative commence à jouer sérieusement dans la cour des grandes: elle double quasiment de taille en multipliant par 2 son chiffre d'affaires (1,2 milliard d'euro) et par 3 son nombre de salariés (2200).

Pas pour bien au contraire

L'enseignement bilingue continue de faire des vagues. Alors qu'en Pays Basque certains parents s'interrogent publiquement de son bien fondé (Uztaritze), les parents d'élèves béarnais sont encore plus radicaux : ils s'y opposent avec l'appui de leurs élus. L'Éducation nationale voulait ouvrir une classe français-occitan à Orthez ? Non ont répondu certains parents, suivis par le maire PS Bernard Molères. Un peu gêné aux entournures, le maire d'Orthez précise bien qu'il n'est pas contre l'enseignement bilingue, mais là, oui. Son prédécesseur René Ricarrère, ancien conseiller régional chargé des cultures régionales et fervent occitaniste a dû en tomber de sa chaise ! Aux dernières nouvelles, parents et élus "chargeraient" l'Éducation Nationale : pas assez de concertation, pas assez d'enseignants, pas assez de moyens... Et comme toujours au final, ce qui passe à la trappe, c'est l'éducation des enfants. Parce que l'enseignement bilingue, quoiqu'en pensent les héritiers de 200 ans de Révolution française, c'est un plus pour l'ouverture vers les autres...



Etxepare Institutua Pariseko Expo langues Erakusketan

Etxepare Institutua Miren Azkaratek sortu zuen 2009an euskararen presentzia indartzeko mundu zabaleko Unibersitateetan. Etxepare izena eman zion Eiheralarreko olerkariak egin baitzuen poema famatu bat nun erraiten zuen : « Euskara jalgi hadi mundura » 1545ean. Gaur egun Institutu horrek laguntzen ditu 33 unibersitate munduan euskararen alorrean. Ameriketako Estatu Batuetan 5 Unibersitateetan emaiten da euskara, Mexikon 4 etan, Txilen ere 4 etan, Argentinan 2 etan eta Uruguayan batean. Beraz Ameriketako 16 tokitan. Europako Unibersitateetan badira 9 herri euskara emaiten dutenak : Alemanian 3 Unibersitateetan, Britaina Handian 2 etan, Frantzia, Finlandian, Errusian, Txekian eta Italian Unibersitate batean, Polonian 2 etan eta Estatu Espanolean 5 Unibersitateetan (horietan Katalunian 2 lekutan). Hori dena agertu du Institutuak berriki egin bilkura batean. Aizpea Goenaga zuzendariak presentatu ditu 2012ko aurre ikusi kontuak. Budxeta heltzen da 2,8 miliun Eurotara eta aurtengo ideia nagusia litzateke gehiago Unibersitate Erakasle igortzea E. B. etara. Azterketa bat egin ondoan agertu omen da diplomazia kulturala herri hortara bultzatu behar dela. Jaz jada Bernardo Atxaga idazle famatuak ireki zuen Katedra bat New York eko City University delakoan Patxi Lopez lehendakariak bidaia bat E. B. etara egiten zuenean. Aurtengo apirillean irekiko da euskara katedra berri bat Chicagoko Unibersitatean, Koldo Mitxelena deituko dutena. Hikuntzalaritzan oso ona omen da Fakultate hori. Boise (Idaho), Stanford eta Santa Barbaran (Kalifornia) dira beste euskal katedrak. Mari Jose Olaciregi

zabalkuntzarako ardurunak, erakutsi du aurtengo helburuak direla : Institutuaren zimenduak indartzea, eta goititu nazioarteari buruzko laguntzak. 712 000€ izanen dira erakasleen sarearendako eta 784 000 kulturarendako. Orain arte egin konbenioak 2010 eta 2011n zabaldu eta azkartu nahi ditu Cervantes Institutuarekin, Donostia 2016 ekin, Euskaltzaindiarekin, Ramon Lull Institutuarekin, EITB, EKE, eta Euskal Fimotekarekin. Expolangues aurten Parisen izanen da. 100 bat hizkuntza presentatuko dituzte eta Etxepare Institutua arduratuko da euskaraz. Pariseko Sorbona 3 an erakasle den Argitxu Camus rekin egin dute lehen programa bat : Argitxu Camus ren mintzaldi bat emigratioaz, Maddi Oihenarten Kantaldi bat eta Ur Apala tegiren mintzaldi bat literaturaren inguruan.

Pierre Topet-Etxahun en hiltzea duela 150 urte



Deia egunkariak argitaratzen du larunbat guziz « Historia delos vascos » saila. Urtarrilaren 14n J. Haritschelharek publikatu du artikulu eder bat Etxahun Barkoxeren gainean. Gomendatzen dugu artikulu hori. Ez da harrigarri Hartschelhar-ek bere tesia egin baitzuen poeta horren gain. Hor aipatzen ditu bere bizia eta bere obra. Zinez gizon berezia zen Etxahun, Frantziako Villon poe-

taren antzekoa. Biziki bertso interesanteak egin zituen gehienak bere bizi konplikatuaz 17 urteetan etxeko neskatoren maitale, haur bat sortu zen amodio hortarik. Baina burasok behartu zuten Barkoxeko Engrace Pelentorekin ezkontzera. Hola etxaldearen oinordekotza beretzat izan zen. 6 haur izan zituzten baina ez zen pozik bere burrasoekin eta andrearekin. Auzi andana bat izan zuen diru arazo batzuen gatik eta preso egon zen Villeneuve de Lot ondoan. Etxera itzultzean ikusi zuen bere emazteak har eman amorosak zituela Heguiapal auzoarekin. Gau batez tiro bat eman nahiz Heguiapali beste bati tira zion eta kolpatu. Hoi ondotik joan zen Erromara erromes bezala. Berriz Justiziarekin izan zituen aferak eta abiatu zen erromes bezala Konpostelara. Horiek guziak ezagutzen ditugu bertso hunkigarri batzuetan ezarriak direlako. Gaur egun oraino kantatzen direnak. Berriz 2 urtez preso egon, ondoan deusik ez du bizitzeko. Halere seme batek hartzen du etxen eta ibiltzen da eskola emaiten gazteeri. Bere bertsoak paperean ezarri eta saltzen ibiltzen da. Jendeak beldur du bertso mingarriak botatzen baiditu. Hala nola Barkoxeko eta Eskulako erretoren kontra. Azkenik, Etxahunian, sortu zen etxean, hiltzen da 1862ko urtarrilaren 16an, 76 urteetan.

Ihauteriak

Denetan badira, bi ohar :

- Haurtzaro oso aberats bat muntatu duela Herri Soinuk (16 garren aldikotz)
- Thierry Truffaut k egin duela liburu biziki aberatsa Euskal Herriko Ihauterien gainean.

MINTZALDI-IRAKURKETA Daniel Landart eta bi antzerkilarirekin

Martxoaren 9an, ostiralez, arr.6etan, Herriko Etxeko gela nagusian, Donibane Lohitzunen



Donibane Lohizune Hiriko Kultura Zerbitzuak eta Euskal Kultur Erakundeak mintzaldi-irakurketa bat antolatzen dute Daniel Landart gomitatz, « Ahularen indarra » lehen liburukia berriki plazaratu baitu Elkar argitaletxean. Ekitaldia martxoaren 9an, arratsaldeko 6etan iraganen da Herriko Etxeko gela nagusian.

« Ahularen indarra » oroitzapen liburu bat izanez, Daniel Landart hasiko da duela 40 bat urte Donibane Lohitzunen bizi izan zituen gertakariak aipatuz, hala nola Euskararen eguna, Monzonen ezagutza, 1969ko Aste Handia, 1970ean « Bai ala ez » antzerki sorkuntza, 1971ko Aberri Eguna. Kontakizun horiek bigarren liburu-

kian agertuko dira baina Donibane Lohitzunera etorriko direnek lehenbiziko aldiz entzuteko parada ukanen dute.

Gero, Daniel Landartek sortu Xirixiti-Mirixiti taldeko Kattalin Sallaberry eta Peio Berhocoirigoin antzerkilariek laborantzian eta inprimerian oinarritu zatiak irakurriko dituzte : « Aitaren zartakoa », « Beretter », « Zezen hilketa », « Langile mundua », « 1968ko maiatza » eta beste.

Mintzaldi eta irakurketaren ondotik, Herriko Etxeak eskaini aperitifaren denboran, Daniel Landartek bere liburu berria izenpetuko du.



Bretagne : sortie du livre événement "La désunion française"

Au cœur de cette campagne présidentielle, une nouvelle fois se pose la question du rapport à "l'autre", entre utile repoussoir pour gagner des voix et élément fort d'un choix de société. Qu'en est-il de l'unité de la nation fondée sur l'assimilation des différences lorsque le modèle ne fonctionne plus et s'égaré dans la stigmatisation des "communautarismes" ?

Ce livre vient dénoncer l'illusion jacobine d'une société tournée contre la différence visible, qu'elle soit issue de l'immigration ou de nos vieilles nations basque, corse, occitane ou bretonne.

Le "communautarisme", concept méconnu des autres démocraties européennes, permet de contenir l'évolution démocratique en évacuant l'altérité de l'espace public.

Pour conforter cet objectif, la Nation est passée maître dans l'accaparement des plus hautes valeurs, notamment l'égalité, dont la sacralisation permet d'occulter la question sociale et la surprenante disparité entre les territoires, aboutissant à la domination d'une élite repliée sur elle-même.

Par quel sortilège la nation qui célèbre l'égalité a pu accoucher de la société la plus inégalitaire au plan culturel, territorial et social ? Plus on parle d'égalité et plus s'étend la "parisianisation" des élites. L'inscription symbolique de la décentralisation dans la Constitution autorise l'intensifi-

cation du centralisme parisien et la formation d'un "grand Paris" spoliateur. L'auto-proclamation en "patrie des droits de l'homme" offre le loisir de se défaire des droits culturels qui s'imposent aux autres démocraties.

La couverture du livre



Cette situation induit une perte du sens de la transcendance et des plus hautes valeurs issues de la raison et de la tradition occidentale. La France a perdu le sens d'elle-même, ce qui est à la source du sentiment prégnant de désaffiliation sociale que l'on rencontre partout.

C'est encore la crainte qui est au cœur du besoin lancinant d'État et de protection, qui caractérise les Français et qui s'accorde mal avec le dynamisme nécessaire à la bonne insertion dans l'économie mondialisée.

Cette curiosité dans le concert des nations n'est plus tenable à l'ère démocratique. Si les vieux peuples de France souffrent du non respect des droits culturels, leur altérité est un atout pour faire évoluer la nation vers la reconnaissance de sa propre diversité. La République jacobine a échoué sur le terrain de l'égalité. Elle ne peut plus échapper à la représentation de la "désunion française". Pour se soustraire au grand délitement, la nation devra puiser dans son essence universelle la force de se dépasser, pour refaire l'unité avec et non plus contre "l'autre".

La désunion française; Essai sur l'altérité au sein de la République - Édition L'Harmattan - Yvon Ollivier est Magistrat, membre de l'institut culturel de Bretagne.

À commander en librairie ou en ligne sur le site des éditions L'Harmattan.

(Source : Blog La désunion française)

Bretagne : Ar Redadeg, la course pour la langue bretonne, en marche

La korrika bretonne

La troisième édition d'Ar Redadeg, une course populaire en faveur de la langue bretonne, aura lieu au mois de mai. Ces organisateurs préparent les détails du parcours. La course de cette année sera la plus longue des trois éditions célébrées jusqu'à ce jour : 1.500 kilomètres sur les cinq départements de la Bretagne historique (Loire-Atlantique incluse).

La course ne s'arrête pas et les coureurs doivent mener la danse même la nuit. Elle aura lieu du 12 mars, et partira de Brest,



pour arriver à Douarnenez le 19. L'objectif, comme chaque année, est de diffuser la cause de la langue bretonne et de recueillir de l'argent pour des projets en faveur de la

langue propre à la Bretagne. Pour cela, chacun des 1.500 kilomètres est en vente à un prix de 100 euros le kilomètre pour les particuliers et de 200 euros pour les entreprises et les administrations publiques. L'association qui gère la course accordera des subventions aux projets en faveur du breton une fois la course terminée.

Article traduit du catalan

(Source : Nationalia)



Polémique entre le EAJ-PNB et le PSE sur les comptes de la CAB

Il se murmurait depuis quelques semaines que le Gouvernement Lopez retardait le paiement de certaines factures par manque de trésorerie. Même en Iparralde (Journal Sud Ouest) le fait était connu et avait surpris. Il y a eu une première polémique entre Ares ministre de l'Intérieur du Gouvernement et Inigo Urkullu président du EAJ-PNB. Urkullu s'était offert pour aider Jaurilaritza dans la gestion des comptes.

À la veille du Congrès du PSOE à Madrid, Ares lui avait passé un coup de fil alarmiste, alors que son patron Patxi Lopez était à Madrid. Sans doute avait-il légèrement paniqué. Car lorsque Urkullu a fait savoir qu'il voulait jouer la transparence, en révélant la teneur du coup de fil, Ares a d'abord nié qu'il avait appelé Urkullu, avant de le reconnaître tout en accusant le Président du EAJ-PNB d'exagération. Pendant ce temps Patxi Lopez se faisait élire au congrès du PSOE, Responsable des Relations extérieures dans l'équipe du nouveau Secrétaire Général PSOE Alfredo Perez Rubalcaba.

À son retour de Madrid, furieux de la tournure des événements, Patxi Lopez accusait le EAJ-PNB de nuire au pays avec ses déclarations sur la situation de la trésorerie. Juste avant le débat Parlementaire du 10 février les jeltzales exigeaient au Lehendakari qu'il éclaire une fois pour toutes l'état de la trésorerie. D'ailleurs, le PP et le PSE en faisait autant. Mais lors de cette séance parlementaire du 10 Février Patxi Lopez ne faisait aucun commentaire sur la trésorerie mais reconnaissait que le déficit de l'exercice 2011 serait supérieur au 1,3% qu'ils avaient pronostiqué. Il accusa de nouveau les Diputaciones forales d'avoir recouvré 1 milliard d'euros en moins.

Gatzagaetxebarria parlementaire du EAJ-PNB se montra certain que la dette publique, depuis que Lopez est à Ajuria enea, avait augmenté de 757% soit de 642 millions à un chiffre entre 5,3 milliards et 5,5 milliards d'euros. À son avis le chiffre de 1,3% de déficit ne correspond pas à la réalité qui serait de l'ordre de 2,5 à 2,6% de déficit.

La main tendue D'Iñigo Urkullu

Malgré cette passe d'armes intense entre le lehendakari Lopez et le parlementaire Gatzagaetxebarria (Lopez le traitant de menteur et lui l'accusant d'ignorant) le surlendemain 13 février, Iñigo Urkullu offrait à nouveau sa collaboration au gouvernement. C'est à dire une information et des chiffres réels sur la situation de la CAB. Pour trouver ensemble une solution à moyen et long terme pour sortir de la grave crise économique du gouvernement avec des efforts et des sacrifices de la part de tous.



Aujourd'hui plus que jamais il est vital d'avoir des politiques et des mesures consensuelles pour sortir d'une situation délicate. Pour le moment cette offre a été rejetée par la porte parole Idoia Mendia tandis que Lopez s'est borné à utiliser les recettes de son manuel de démagogie : en demandant aux Jeltzale « quel hôpital ou quelle école ils comptent fermer » pour rétablir l'équilibre des comptes.

Or il s'agit justement d'éviter de fermer des services ou des aides et qu'il se produise une « faillite » du bien-être des Basques. Lopez continue à avoir la pelote sur son toit et ne donne aucun chiffre sur l'état des finances d'Euskadi.

La réunion d'Urkullu avec Rajoy nouveau chef de l'Executif espagnol

Elle a eu lieu le 9 février. Alors que la crise continue de frapper fort la CAB mais aussi l'État espagnol (bientôt 6 millions de cho-

meurs selon des prévisions pessimistes) Urkullu a tendu la main pour retrouver l'esprit des accords de la Moncloa en 1977. Tout le monde s'était alors uni, les partis, les syndicats et les chefs d'entreprise pour faire barrage à la tempête financière et à une inflation échevelée, après la crise du pétrole. Comme avec Zapatero, bien que le PP ait la majorité absolue, Urkullu a proposé un consensus à Rajoy face à la crise. Voyant la réceptivité de Rajoy, pour débattre de la crise, Urkullu lui a proposé son aide pour arriver à la paix, et créer un nouveau cadre politique pour Euskadi. La syntonie entre les 2 responsables lors de cette entrevue et le profil de négociateur d'Urkullu peuvent jouer en faveur des revendications du responsable de l'EBB.

Bildu perd une aide de 87 millions pour financer l'incinérateur du Gipuzkoa

Le Gipuzkoa a perdu 87 millions d'aides économiques pour financer l'incinérateur de Zubietta. Le projet gipuzkoan n'a pas été inscrit dans la liste des infrastructures d'énergie renouvelable avant le 28 janvier par la Diputacion. Est-ce un oubli ou est-ce volontaire de la part de l'équipe de Bildu, qui est contre tous les grands projets d'infrastructure ? Le gouvernement espagnol a suspendu les aides qu'il donnait aux centres de gestion des déchets. Pour le Gipuzkoa cela représentait 5,8 millions par an.

Maintenant cela retombera sur les ressources de l'administration, déjà dans un état critique ou bien sera répercuté avec une hausse de 14% sur les paiements des poubelles individuelles. Gipuzkoa génère 400 000 tonnes de déchet par an qui sont répartis sur 4 déchetteries en fin de course. Interrogé, le député général Garitano a répondu que c'était le problème du Consorcio des déchets, entièrement entre les mains des élus de Bildu !!



Erkorekaren ustetan PPren lan erreformak "errorea eta arinkeria" suposatzen du



Josu Erkoreka

Josu Erkoreka Diputatuen Kongresuan Euzko Abertzaleak taldearen bozeramaileak baieztatu duenez Rajoyren Gobernuaren Ministro Batzordeak onartutako lan erreforma "errorea eta arinkeria" da langileak babesteko "tresna eta mekanismoekin" "Jainkoari edo Deabruari gomendatu gabe" amaitzen duelako.

Telecincori eskainitako elkarrizketan, Erkoreka konbentzituruta agertu da lege dekretuak "zorutik botatzen duela historia oso bat, lan kultura osatzen zuten eta denbora luzean errotuta egon diren berme eta prozedura mekanismoak eta langileak babesteko tesnak".

"Hau dena gauetik egunera alferrik botatzea, Jainkoari edo Deabruari gomendatu gabe, gizarte eragileekin adostu gabe, indar politikoen adostasuna bilatu gabe, errorea eta arinkeria dela iruditzen zaigu" baieztatu du.

Aitor Esteban : "Kongresuak bakea sustatu behar du, aldi berria ireki dela eta jokamoldeek aldatu beharra dutela jakinik"

Aitor Esteban Kongresuan Euzko Abertzaleak taldeko diputatuak Ganberako eztabaidan defendatu du EAJ taldeak, Popularren Legebiltzar Taldeak eta Legebiltzar Talde Sozialistak adostutako

zuzenketa. Bertan biltzen dira bakea eraikitzeko landu behar diren ideia nagusi biak; alde batetik aldi berria hasten dela aitortzea, eta bestetik ETaren disoluzioa eta biktimen ordaina.

Estebanek azaldu duenez "Ganbera honek eta beste ordezkariak erakundeek bakea sustatzeko helburua izan behar dute, denbora berria zabaldu dela jakinik, eta jokamoldeek ere aldatu behar dutela kontuan harturik". Gaineratu duenez "Hitzez hitz, hau ez litzateke gure testua izango", baina baloratzen ditu "abiapuntutzat hartzen dituen ideiak" bakea eraikitzeko lanean jarduteko. "Euskal Gizarteak izugarri behar duen" bakea.

UPyD alderdiak aurkeztu duen mozioaren inguruan, Aitor Estebanek Rosa Diezi egotzi dio bakea baino egunkarietako lehen orrialdeak bilatzen dituela; gaineratu duenez UPyDrena moduko ekimen hauek "desagertuta zeuden Amaiur eta Bildu portadetan jartzen dituzte". "Elkar elikatzen duzue" aurpegiratu dio.

Aitor Esteban



EAJk Gipuzkoako Aldundiak euskarazko IKT egitasmoentzako laguntasunen "murriz- keta dramatikoa" salatu du

Markel Olano Gipuzkoako Batzar Nagusietan EAJren bozeramaileak salatu egin du Gipuzkoako Foru Aldundiak Informazio eta Komunikazio Teknologia alorreko egitasmoei zuzendutako diru laguntasunetan egin den murrizketa "dramatikoa".

Bere ustetan Bilduk "eraikitako guztia eraisteko duen jokaeraren eta politika alternatiboak eraikitzeko duen gaitasun ezaren" ondorioa da.

Bozeramaile jeltzaleak azaldu duenez 2011ko Foru Aurrekontuetan, euskarazko IKT egitasmoetarako laguntasunek 507.601 euroko kopurua egiten zuten. Azaldu duenez 2012ko kontuek kontzeptu hau bi arlotan banatuta aurkezten dituzte, lehenengoa euskara zuzendaritzak kudeatzen du (199.934 euro) eta bigarrena Kultura Sailak (100.000 euro). Hau da, guztira 299.934 euro.

"2011ko 507.601 euro eta 2012ko 299.934 euro arteko desberdintasunak %41ko murrizketa suposatzen du" azpimarratu du. Laguntasun hauek euskarazko produktuak Internet bidez egiteko eta banatzeko zuzendela gogoratu ostean deitoratu duene "Bilduren Aldundiak eduki gabe utzi ditu".

Erkorekaren esanetan "egokia eta orekatua" da ETaren amaieraren kudeatze politikoaren gaineko testua

Josu Erkoreka Diputatuen Kongresuan Euzko Abertzaleak taldearen bozeramaileak "egoki eta orekatutzat" jo du ETaren amaieraren kudeatze politikoaren inguruko testua, eta parlamentuaren gehiengoaren babesa jasotzea nahiko lukeela adierazi du. "Toki egokian jartzen gaitu, ETaren jardunaren behin betiko amaiera gertakari atzera ezina den une honetan zabalitzen zaizkigun erronkei aurre egiteko orduan" laburbildu du bozeramaile jeltzaleak.

Erkorekaren esanetan "berebiziko garrantzia duen urratsa" suposatzen du legegintzaldi hasiera honetan, indar politiko nagusiek ETak iragan urriaren 20an hartutako erabakiaren ostean ireki den egoeraren inguruko "diagnosi partekatua" egin izanak.



Bonnet d'âne

Nous en avons déjà parlé dans le précédent « Lema » mais l'incident vaut peut-être qu'on y revienne : des parents d'élèves d'une école d'Ustaritz ont fait une pétition pour qu'il ne s'ouvre pas de classe bilingue dans l'établissement. Il ne s'agit pas d'obliger leurs enfants à apprendre le basque. Non, non. Ils ne veulent pas que d'autres enfants l'apprennent ! Si on est de bonne humeur, on peut en sourire en sachant que cette école se nomme « idekia », c'est-à-dire « ouverte » ! Bonjour l'ouverture d'esprit et l'exemple donné aux enfants ! Mais de quoi ont-ils peur ? Je vais faire un effort et considérer que ces parents craignent réellement quelque chose pour leurs propres enfants : ouvrir une classe bilingue dans cette école pourrait peut-être un jour leur supprimer des postes d'enseignants en français (je ne vois pas autre chose). D'abord, il n'en est pas question pour l'heure. Ensuite, si cela arrivait, leur protes-

tation ne devrait-elle pas être de réclamer les postes suffisants à l'enseignement unilingue français ? Comme nous en réclamons pour l'enseignement bilingue ? L'enseignement du basque n'est pas ce qui a amené le gouvernement de M. Sarkozy à réduire les postes d'enseignants dans toute la France que je sache. Par ailleurs, cette croyance que d'apprendre uniquement en français est un atout amènera un jour les descendants de ces parents à ne vouloir qu'on n'enseigne qu'en anglais à leurs enfants. En effet, je ne prétends pas rivaliser avec Madame Soleil, ou tout autre pythie moderne, en disant que savoir l'anglais est un atout évident dans ce monde de plus en plus mondialisé. Alors quoi ? Faudra-t-il aux parents francophones, attachés à juste titre à leur langue et culture, construire des écoles privées sur le modèle de ce que nous avons fait avec les ikastolas ? Je leur souhaite bien du plaisir. Là,

pour le coup, ils n'ont pas fini de devoir pétitionner. Une remarque : nous, nous n'avons jamais réclamé qu'on n'ouvre pas de classe unilingue français pour les enfants des parents qui le veulent. Côté Euskadi, il y a bien quelques personnes qui crient à l'oppression de l'espagnol par le basque. Toute personne allant faire ses courses à Donostia pourra aisément se faire une idée de la justesse de ce « constat ». Sur certains sites internet, on traite les défenseurs de l'euskara en Euskadi de nazis, ni plus ni moins. Soyons sérieux. Si vous avez remarqué, dans l'Histoire, les oppresseurs se sont toujours posés en victimes pour justifier leur répression des demandes légitimes des minorités. Je ne peux conseiller à ces parents d'Ustaritz qu'une chose : retourner eux-mêmes à l'école.



Euskal errugbia

Errugbia aipatuko dugu behingo. Top hama-lauan, gaizki dira gure bi euskal taldeak : Biarritze eta Baina. Mintzo naizen unean, ez da irrealia erraitea Pro D2ra jausteko zorian daudela, batez ere Biarritze. Nahiz eta talde horien jarraitzailea naizen, gertatzen baldin bada ez dut nigarririk eginen. Halabainan, horrelako hondamendi bat beharrezkoa litzateke beharba azkenean bi talde horiek bat dezaten. Talde bakar bat eratuz, baliabide gehiago luke horrek. Gaur egun, euskal bi hiri horiek aurrekontu txi-

kiak daukate Top 14ko beste taldeekin konparatuz. Pentsa dezakegu emaitza hobeak lortuko genituzkeela aurrekontu handiago batekin. Egia da eta beharrik diruak ez du dena egiten kirolean. Baina diru guttiagorekin, argi da zailago dela. Bestaldetik, eta nireztat garrantzitsuago da, Euskal Herriak ikur eder bat ukanen luke horrela. Zeren eta zer litzateke talde horren izena ? Segur asko "Euskal Herria-Pays-Basque" edo honelako zerbait. Azkenean izanen gineteke zerbait kirol munduan, eza-

gutua. Irlandan, probintziek dute talde bat, zergatik ez hemen ? Hori ez da gaurko kontua, aspaldidanik aipua izaiten da baina badirudi ideiak bere bidea egiten duela. Arrazoiko eta bihotzeko aterabidea litzateke. Ez dakit zein interesek geldiarazi duten orain arte. Edozein gisaz, beti erranen dugu "Aupa BO" eta "Aitzina Baiona" ! Eta gora Euskal Herriko beste talde guziak !



Dans le cadre de la réflexion sur l'avenir institutionnel du Pays Basque, les Conseils de développement et des élus ont o Pays basque est-il à la bonne échelle pour traiter des différents aspects de la vie publique ? À la lecture des synthèses

Mais d'ores et déjà, des questions comme le logement, le tourisme ou la création d'une

Nous avons interviewé des personnes référentes de 3 ateliers de réflexion. L

Michel Veunac : « le logement social, une urgence »

Michel Veunac est maire adjoint à la ville de Biarritz. Il a participé à la commission Aménagement – Urbanisme et Habitat. Selon le groupe de travail, le Pays Basque est de toute évidence l'échelle pertinente pour traiter la question du logement.



Le groupe de travail propose une coordination des démarches actuelles d'aménagement sur l'ensemble du Pays Basque : PLU, SCOT, un nouveau SCOT rural. Quelles sont les priorités à l'heure d'aménager le « territoire basque » ?

Comme ailleurs, les deux priorités majeures sont à mes yeux le logement et l'emploi. C'est-à-dire ce qui touche dans leur vie quotidienne un grand nombre de nos concitoyens, en particulier les jeunes ménages. Sur ces deux questions, il faut un effort supplémentaire, un nouvel élan, même si les politiques publiques ont multiplié leurs initiatives au cours des dernières années. La troisième priorité, qui conditionne assez largement les deux premières, c'est d'adopter progressivement un nouveau modèle de développement, un développement plus qualitatif et plus économe, qui ménage le territoire tout en l'aménageant, qui définisse de nouveaux rapports entre la ville et les espaces ruraux, qui privilégie une mobilité durable, qui fixe une véritable stratégie économique assurant la vitalité et le rayonnement du territoire.

La réflexion sur le logement a une visée essentiellement sociale. Une primauté à une gouvernance à l'échelle du Pays Basque est préconisée, alors qu'encore aujourd'hui, l'État tient l'essentiel des leviers notamment réglementaires. Quels avantages aurait cette « gouvernance de proximité » ?

C'est effectivement la question du logement social qui se pose avec le plus d'acuité. Le décalage entre l'offre et la demande ne se réduit pas et reste alarmant. On constate que de nombreux acteurs institutionnels, depuis l'État jusqu'aux collectivités et aux opérateurs, interviennent sur la question du logement, dans la chaîne qui va de la production à l'attribution. Dans le groupe de travail que j'ai co-présidé, nous avons pensé qu'il y avait là un domaine où une gouvernance Pays Basque représenterait une plus-value, en pilotant l'ensemble de la chaîne de soutien au logement et en portant une politique globale du logement : mieux définir les besoins et les réponses à apporter, coordonner les Plans Locaux de l'Habitat et les acteurs du logement, rationaliser des politiques foncières, tout cela gagnerait à être supervisé à l'échelle du territoire Pays Basque.

Y a-t-il une réflexion sur la rénovation de l'habitat, en complément de la construction de nouveaux logements ?

Il y a davantage qu'une réflexion, il y a des actions concrètes qui sont régulièrement menées, notamment au travers des OPAH, dont l'objectif est d'améliorer l'habitat ancien et d'élargir l'offre locative. De plus, des actions sont menées pour repérer systématiquement l'habitat insalubre ou indigne, et pour le requalifier selon les normes exigées par la loi. Des actions de ce type sont actuellement en cours sur l'agglomération.

Le Pays Basque et le sud des Landes semblent être le théâtre d'une « guerre » des grandes surfaces, avec un constat politique : la difficulté à maîtriser ces projets largement financiers. Qu'en pensez-vous ?

Vous avez raison de dire que beaucoup de projets d'implantations commerciales de grand format obéissent moins aujourd'hui à des logiques commerciales qu'à des logiques purement financières. On a le sentiment d'une concurrence effrénée et dangereuse, car il y aura des perdants et donc des conséquences sociales inévitables. Il appartient à l'autorité politique d'intervenir sur ce dossier, ce qu'elle n'a sans doute pas assez fait par le passé.



Pays Basque

crée 6 groupes de travail concernant les principaux domaines de la vie publique. Le principal objet de cette réflexion : le , dans certains cas, le cadre institutionnel actuel est repris a priori sans interrogation sur la gouvernance Pays Basque. e Agence de développement seraient à traiter efficacement au niveau du Pays Basque. e dossier du mois prochain sera consacré aux 3 autres groupes de réflexion.

L'agglomération Côte Basque Adour a lancé une étude sur l'armature commerciale dans l'aire urbaine : l'objectif de l'étude est de définir une cohérence dans les implantations commerciales, qui permette une cohabitation intelligente entre le commerce de proximité, les moyennes surfaces et les grandes implantations. Cette initiative, ajoutée aux dispositions bientôt validées du SCOT, permettra de sortir de la totale dérégulation actuelle et de mieux planifier l'urbanisme commercial.

La meilleure politique sociale en faveur du logement n'est-elle pas de promouvoir une économie aux salaires rémunérateurs ? La venue probable d'Ikéo n'est-elle pas le symbole de la force de l'économie de résidence et du loisir, souvent peu rémunératrice ?

Nous devons développer sur le Pays basque une économie productive, et pas seulement l'économie résidentielle et pré-sentielle à laquelle on se résout trop facilement, notamment au niveau du tourisme.

L'industrialisation de la filière touristique est un grand enjeu pour notre territoire. Notre économie ne doit bien sûr pas se limiter à la présence de grandes enseignes. Néanmoins, je considère que la présence d'Ikéo sur notre aire urbaine est une bonne chose, car l'enseigne se serait de toute façon installée un peu plus au nord ou un peu plus au sud, avec le même pouvoir attractif. Il vaut mieux qu'elle soit chez nous.



Marie Christine Aragon : « une Agence de développement serait nécessaire »

M^{me} Aragon, conseillère générale de Bayonne Est est la référente du Conseil des élus concernant la commission : Economie – Emploi – Formation Professionnelle – Enseignement supérieure – Recherche. La Commission a mis en avant la nécessité d'animer et de coordonner l'activité économique, grâce à une Agence de développement.

Quelle a été la priorité de votre groupe de travail ?

Tout d'abord, cette réflexion porte sur la pertinence du territoire Pays Basque, concernant dans notre cas, l'économie, l'emploi, la recherche ou la formation supérieure. Quelque soit le domaine étudié, nous arrivions à une conclusion récurrente. Nous devons doter le Pays Basque d'un outil, pour étudier, animer et coordonner, permettre une véritable stratégie d'ensemble, d'où l'idée d'une Agence de développement.

Comment définissez-vous le terme de stratégie ?

Cela consiste à nous mettre d'accord collectivement quelque soit notre sensibilité ou notre fonction sur le ou les objectifs à atteindre ensemble et les avenir que nous refusons tous. Cela permet non plus comme aujourd'hui, d'être dans la réaction mais davantage dans l'anticipation. Nous ouvrons le champ des possibles souhaités.

Cela ressemble presque à de la planification ?

Etablir une stratégie de territoire, revient à adapter la planification, à un monde libéral. Même les Libéraux se rendent compte

qu'en cas de problèmes personnels, ils doivent faire appel aux pouvoirs publics.

Dans quels domaines, l'échelle Pays basque est-elle pertinente ?

Cela est particulièrement sensible dans les filières locales et à décision locale. Là, où il y a donc une certaine maîtrise de l'avenir de la filière. Néanmoins, il existe des limites, notamment la concurrence infra-Pays Basque, par exemple, entre zones artisanales ou industrielles qui tentent de capter les mêmes entreprises. La coordination suppose qu'à l'échelle du Pays Basque, des réseaux existants coopèrent entre eux.



Les logiques de réseau, de filières sont prédominantes dans votre réflexion ?

Oui, mais là également, on tente d'avoir une vision à moyen, long terme. Certaines filières sont en fin de cycle. Nous le constatons et nous l'écrivons sans tabou. D'autres filières doivent être boostées et d'autres sont accompagnées dans leur développement.

Une marque territoriale Pays Basque est-elle compatible avec le « produire en France » ?

Cela ne me choque pas. Il y a de plus en plus de marque d'origine, ici, mais aussi, en Corse ou en Bretagne. Le made in France concerne surtout des filières comme le luxe qui ont une dimension internationale. En la matière, il faut être pragmatique. Je suis le dossier de la filière pêche, autour de la criée de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure. Aujourd'hui, l'image porteuse au niveau commercial est « Saint-Jean-de-Luz ». Le Pays Basque parle beaucoup moins quand il s'agit de poisson.

Vous insistez très clairement sur une gouvernance Pays Basque, en matière touristique. Pourquoi ?

Les touristes connaissent le Pays Basque ou le Béarn. Les « Pyrénées Atlantiques » ne constituent pas une destination identifiée. Les campagnes de communication sur « les Pyrénées Atlantiques » sont donc inappropriées. L'échelle Pays Basque est la plus pertinente en matière touristique tant dans la communication que la coordination.

En matière agricole, votre rapport met en avant le besoin de stratégie. Que font la Chambre d'Agriculture et EHLG ?

Le monde agricole comprend de très nombreux acteurs qui doivent travailler de façon coordonnée dans le cadre de la stratégie du territoire. Cela ne va pas de soi, dans la mesure où chacun est attaché à sa liberté d'action. Nous devons réussir par ailleurs à réunir les acteurs des différentes filières.

Pratiquement rien sur les échanges transfrontaliers. Pourquoi ?

Il y a peu de filières transversales. Comme vous le dites le nombre de « travailleurs frontaliers » est faible, il faut avouer que les montagnes ne favorisent pas les échanges. Je vois mal quelqu'un vivant à Baigorri traverser quotidiennement, le col d'Ispegi pour se rendre au travail. C'est dans l'étroite bande littorale que les échanges quotidiens sont les plus importants. Malgré quelques avancées (CCI transfrontalière...) les milieux économiques n'ont pas encore un vrai raisonnement transfrontalier.

Un mot sur la création et le développement d'entreprises ?

Les pépinières d'entreprises se développent. Un exemple : celui de la technopole Izarbel portée par la CCI. Grâce à un positionnement porteur et à un outil de formation performant, l'Estia, elle a réussi à être attractive.

Paxkal Indo : « nous sommes dans le sens de l'Histoire »

Paxkal Indo, Président de Seaska a été le référent de l'atelier : Education – Culture – Langue – Jeunesse – Sports. Nous évoquons surtout la situation de l'euskara et sa pérennité. Pour Paxkal, pas de doute : malgré les difficultés de court terme, l'enseignement en euskara se développera.



La commission va loin dans la promotion de l'enseignement en euskara : à savoir une offre systématique d'enseignement en euskara, à moins que les parents demandent expressément un enseignement en français. Nous passerions d'une logique de la demande à une logique de l'offre. Cette mesure est-elle acceptée a priori par l'État et les « grands élus » ?

On n'en est pas encore là... Et pour moi la question n'est pas vraiment là... Certains grands élus sont prêts, la population

d'Iparralde avance sur le sujet et l'État jacobin continuera d'invoquer son article 2... Les autres grands élus comme d'habitude raccrocheront les wagons si la société d'Iparralde se sent prête à une telle évolution... Et là je dois dire que mon ressenti est assez mitigé depuis quelques semaines : L'État qui semblait vouloir s'engager sur le long terme par la voie du conventionnement avec Seaska, ce qui allait dans le bon sens... traîne aujourd'hui les pieds pour son renouvellement, en essayant de démanteler le système immersif qui a pourtant fait ses preuves. Hiru Sareta (Biga

bai, Euskal haziak Seaska) s'inquiète que dans le même temps la politique de réduction systématique de moyen dans une logique aussi absurde que dangereuse de suppression de postes, tend à retourner contre le bilinguisme des parents d'élèves qui ne s'en préoccupait pas jusqu'alors. La pétition des parents d'élève d'Ustaritz éclaire assez bien le propos. La logique de l'offre est désormais actée pour une partie des grands élus que je classerais - pour ceux qui sont prêt à travailler la question - en 2 catégories. Ceux qui ont travaillé cette thématique via l'OPLB par exemple et ceux



qui adossent cette question à la création d'une institution spécifique. J'ai eu la chance d'animer l'atelier avec Max Brisson et je dois dire qu'il est de ceux qui sont prêt à travailler sur le concret et la mise en place d'un dispositif expérimental. Le président de l'OPLB François Maitia semble lui aussi désormais prêt à étudier cette question. Pour tous ceux qui sont dans une dynamique de création d'une institution spécifique Pays Basque, ces questions sont pré-requises à toute démarche. Quant à l'offre systématique de l'offre en euskara je crois que cela répond aussi à une demande logique de la société, ce ne sont pas les écoles qui doivent être bilingues, ce sont les enfants... Des choses ont été faites ces dernières années et il faut passer à la vitesse supérieure. Les autres grands élus... Certains sont prêts et les autres y viendront... C'est juste le sens de l'histoire. Dans les préconisations que nous soumettons, le texte exact est :

- Définir et mettre en œuvre une nouvelle politique linguistique de l'offre de / en euskara, intégrée et systématique, à l'école et dans la vie sociale.

L'OPLB verrait son rôle renforcé, en particulier, dans l'affectation des postes d'enseignants, passant d'un rôle de conseiller à un rôle de codécideur. Pensez-vous là aussi que l'Education Nationale l'acceptera ?

Je n'ai pas à me mettre à la place de l'Education Nationale, je reste à ma place de militant euskaltzale et nous avons collectivement une langue à sauver, l'euskara, langue qui pendant des décennies a dû subir le double assaut assassin et répété d'un système scolaire unilingue et d'une politique intégrationniste de la République. Le conseil d'administration de l'OPLB a voté une politique linguistique titrée : « Un objectif central : des locuteurs complets, un cœur de cible : les jeunes générations ».

Et le recteur et l'inspecteur d'Académie sont dans le conseil d'Administration. Ils ont donc voté cette politique en connaissance de cause j'imagine. Aujourd'hui le système actuel a montré ses limites, et tous les acteurs sont d'accord sur ce constat. C'est pour ça que dans notre atelier nous préconisons :

- À minima : négocier un régime dérogatoire auprès de l'État pour la gestion par le territoire de l'enseignement de / en basque (volume de postes en amont, offre systématique en maternelle / primaire, etc.) ; doter le territoire de moyens à la hauteur de la politique de généralisation de la langue basque dans la vie sociale.
- Aller plus loin : négocier un cadre réglementaire pour l'expérimentation en Pays Basque d'un nouveau statut pour les langues régionales (expérimentation ici de la Charte européenne ?)

EAJ-PNB défend une expérimentation en matière de politique linguistique, en faveur de l'euskara, en ajoutant à une logique d'ensemble d'officialisation des « langues de France », une logique d'exception, grâce à l'expérimentation. Quels sont selon vous les autres domaines à privilégier dans le cadre d'un statut régional, pour l'euskara ?

Le texte que nous proposons le dit clairement : « Expérimenter en Pays Basque une politique de normalisation / officialisation de la langue basque ». L'atelier CDPB-CEPB est d'accord sur ce point, il est possible de faire des choses grâce à « l'expérimentation-dérogation ». Il faut replacer toutefois dans les limites de l'exercice le travail produit : toutes les tendances représentatives d'Iparralde sont présentes au CDPB-CEPB, élus et société civile travaillent ensemble et il ne s'agit pas d'exprimer les options d'un parti mais de faire ressortir un consensus collectif. Et je trouve que l'ate-

lier est allé au bout de cette logique : continuer à avancer ensemble sur des questions désormais institutionnalisées comme la politique linguistique en faveur de la langue basque. Pour ce qui est des domaines à privilégier, toutes les pistes explorables qui iront dans le sens de la normalisation et de l'usage généralisé de l'euskara doivent l'être dans un délai très court et de façon massive, en moyen et en qualité... Mais là je pense devancer le champ des possibles... À court terme en tout cas.



Paxkai Indo et Maria Eugenia Arrizabalaga, lors de la signature d'une convention entre Udalbide-Udalbiltza et Seaska

L'accent a été mis sur le rôle majeur que doit jouer la formation professionnelle dans l'insertion locale des jeunes. Quels sont les principaux axes de travail définis ?

L'idée générale est que la formation professionnelle est stratégique pour un territoire, et nos réalités socio-économiques ne sont pas celles de régions parfois éloignées de seulement quelques dizaines de kilomètres. La réactivité nécessaire et la connaissance du territoire nous poussent à penser que la future gouvernance Pays Basque doit exprimer sa vision sur ces questions stratégiques, afin d'orienter la carte de la formation des jeunes avec les filières locales prioritaires en étant systématiquement consultés, et en organisant des partenariats avec tous les échelons qui ont pouvoir de décisions sur ces questions.

Si vous souhaitez de plus amples renseignements ou si vous soutenez notre contribution au projet de Collectivité territoriale du Pays basque, veuillez nous contacter sur : collectivite.territoriale.basque@hotmail.fr

Argibide gehiago nahi baduzue edo Iparraldeko Lurralde Elkargoaren egitasmoa sustengatzen baduzue, harremanetan sar zaite mail honen bidez : collectivite.territoriale.basque@hotmail.fr



Quel réalisme ?

La revendication départementaliste se voulait réaliste. Le fait est qu'aujourd'hui encore, les Basques ne disposent d'aucune institution représentative. La Collectivité Territoriale spécifique a-t-elle davantage de chances de réussir ?

Pendant longtemps, l'existence du Pays Basque, sa reconnaissance, le fait que le Pays Basque ait "un visage" était au cœur de la revendication départementaliste. Le principal argument avancé, celui qui a permis un large consensus était l'argument du réalisme. EAJ-PNB comme les autres abertzale ont approuvé cette thèse. Le réalisme, en interne, d'abord. Porter une revendication très franco et basco compatible était susceptible de réunir un minimum commun très large. Le département Pays Basque cristallisait les revendications des euskalzaile et des abertzale. Le département était le plus petit dénominateur commun, celui qui réunissait des élus encartés dans des partis français, d'autres personnes sans étiquette et l'ensemble du mouvement abertzale. Résultat : 15 000 personnes dans la rue, campagne de signatures, soutien des maires, de personnalités... EAJ-PNB a également suivi ce mouvement même si dès 2002, nous commençons à développer le projet de Collectivité Territoriale, au regard de l'importance donnée à la décentralisation. Vis-à-vis du pouvoir, il était indispensable de montrer la force unitaire et la popularité sur le terrain d'une telle revendication. L'heure était avant tout à l'unité et non à la division. Le réalisme en externe. À l'égard du pouvoir français, le département restait a priori une institution acceptable. Historiquement, il s'agit même paradoxalement de l'institution qui a servi de relais local au pouvoir central jacobin et colbertiste. Il s'agissait a priori de la revendication la plus acceptable, parce que la plus intégrée au système politique français. Et pourtant, rien. Tout au plus, un pays « Pays Basque » sans pouvoir politique.

Que revêtait cette logique réaliste ?

En creux, elle signifiait que l'État était a priori réservé voire hostile à une reconnaissance politique du Pays Basque. Pour l'État, on touche à terme, à la notion d'intégralité du territoire français. Proposons-lui, le projet qu'il aura le plus de difficultés à repousser, parce que très franco-compatible.



Quelque soit la tendance politique, on avait grosso modo le schéma suivant. Nous, les Basques, face à un État adversaire. Faisons en sorte que l'adversaire n'ait plus d'arguments à nous opposer et agisse en reconnaissant et en respectant la popularité et l'enracinement de cette revendication. Dans le fond, nous restions finalement dans un schéma d'opposition malgré la modération et la civilité des propos et des arguments des pro-départementalistes.

Pourquoi aujourd'hui une Collectivité Territoriale du Pays Basque ?

La revendication d'une Collectivité du Pays Basque, même si elle est encore en début de cycle reprend l'actif du mouvement départementaliste, à savoir sa popularité. Elle marque sans doute aussi la maturation

des esprits. Aujourd'hui, nous réclamons toujours une institution qui représente la société basque, mais avec une nouveauté : le scrupule d'une institution de droit commun est remplacée par une Collectivité territoriale spécifique. La priorité est donnée à la bonne gouvernance de ce territoire dynamique. Ainsi, une institution à statut particulier émerge naturellement dans le débat des Conseils des élus et de développement, ou du biltzar des communes du Pays Basque.

Une CTPB est-elle réaliste ?

L'avenir le dira. Sans doute, faut-il changer de logique et interpeller l'État non en tant qu'adversaire, mais en tant que partenaire dans ce dossier. Nous devons sans doute entrer dans une logique gagnant-gagnant. Le Pays Basque a démontré 20 ans d'intelligence territoriale. À l'heure où en France, « les pays » sont en perte de vitesse, le Pays Basque pourrait devenir un territoire pilote exemplaire, en se dotant d'une gouvernance à la hauteur de la société civile locale.

Des combats dépassés

Lutter contre « le séparatisme basque » ou « l'indépendance du Pays Basque » nous paraît être un combat étatique dépassé du XX^{ème} siècle. À l'heure où la construction européenne renforce le cadre commun de tous les Européens : Français, Espagnols ou Basques, à l'heure où le combat écologique exige une organisation locale très forte, à l'heure où l'organisation économique se « glocalise », la Collectivité Territoriale du Pays Basque peut s'inscrire dans une démarche ambitieuse partagée.



Le néoabsolutisme moderne

Il convient avant tout de souligner, pour démasquer le néo absolutisme, que ni la liberté, ni l'égalité, ni la démocratie dont nous jouissons en Europe ne sont la conséquence de la Révolution Française. Dans tout processus de changement politique, que ce soit la révolution anglaise ou la révolution américaine, se déroulent des épisodes sombres qui ont été dénoncés et bien étudiés. Mais la Révolution Française, nous pouvons l'affirmer preuves en main, est celle qui dissimule le plus d'aspects sinistres.

L'obsession de l'uniformité universaliste

On nous a systématiquement caché le fait que cette révolution a transformé l'absolutisme souverainiste du roi en un nouvel absolutisme national : celui de l'État (effaçant d'un trait de plume, au « nom de la souveraineté nationale » les séculaires institutions légitimes des territoires basques, le Biltzar du Labourd par exemple, ou les Cours d'Ordre de Basse-Navarre). Mais en plus, cette même révolution a instauré, à partir de 1792, un épouvantable totalitarisme. Sous ce régime, qui annonçait l'arrivée « d'un homme nouveau », on a changé le nom des mois, des villes, on a voulu remettre le compteur de l'histoire de l'humanité à zéro, et on a qualifié de « hygiénique » et « salvateur » le massacre systématique de milliers de personnes du fait de leur statut social, pour leur refus de se faire assimiler culturellement ou tout simplement pour le fait d'être « suspects ». Actions facilement reconnaissables dans les totalitarismes futurs.



Les revendications basques, exprimées dans les cahiers de doléances rédigés lorsque Louis XVI a convoqué les États Généraux,

ont été oubliées. Ces revendications se recoupaient : garantie des caractéristiques nationales, surtout de la langue, restauration des institutions du pays ; le Clergé réclamant en outre un évêque qui sache le basque. Dans les années postérieures, la « liberté et l'égalité » ont été vécues dans leur chair par des milliers de Labourdins, internés, et assassinés dans des camps de concentration, sous l'accusation selon laquelle l'euskara empêchait la diffusion de la propagande révolutionnaire, que les Basques étaient trop catholiques et opposés au centralisme révolutionnaire. La « liberté, égalité, fraternité » a débouché alors sur ce dont parlait Bertrand Barère de Vieuzac (député à la Convention Nationale 1792-1795) :

« La monarchie avait raison de ressembler à la Tour de Babel. En démocratie, laisser les citoyens ignorants de la langue nationale, incapables de contrôler le pouvoir, c'est trahir la patrie... Dans le pays d'un peuple libre, la langue doit être une et la même pour tous. (...) Combien de dépenses avons-nous eu à faire pour traduire les lois des deux premières assemblées nationales dans les différentes langues de France ! Comme s'il nous revenait, à nous, de conserver ces idiomes barbares et ces langues grossières qui ne peuvent avantager que les fanatiques et les contre-révolutionnaires ! (...) Le fédéralisme et la superstition parlent bas breton, l'émigration et la haine de la république parle allemand (alsacien)... la contre-révolution parle italien et le fanatisme parle basque. Cassons ces instruments d'ignorance et d'erreur ! ».

Ne pensons pas que le français fût précisément la langue majoritaire de l'État français à l'époque! C'est précisément de cela sont se plaignent certains révolutionnaires comme Henri Grégoire quand il s'adresse à la Convention dans son « Rapport sur la Nécessité et les Moyens d'anéantir les Patois et d'universaliser l'Usage de la langue française » où, non seulement il se lamente de constater que peu de Français le parlent correctement (en 1789 plus de la moitié des

Français ne parle pas, et seuls 13% parlent de façon correcte « la langue nationale »), mais il se propose aussi d'adopter des mesures pour éradiquer les autres langues. Le décret du 2 thermidor and II (20 juillet 1794) avertit que tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, utilisera une autre langue que le français sera présenté à un tribunal pour y être condamné à 6 mois de prison et être destitué de son poste. Liberté et Égalité ?

Le peuple a tort : changeons le peuple !



Dominique Joseph Garat, défend le Labourd durant la période révolutionnaire

La Révolution, en moins de 10 ans, est passée par des étapes en rien exemplaires. La Convention a enfanté le Règne de la Terreur (et ses 40.000 morts, selon les paroles de Robespierre : « la Terreur n'est rien d'autre que la justice rapide, sévère, inflexible ») et ses répressions génocidaires, telles la Vendée, qui commence à être reconnue ces dernières décennies comme « le premier génocide de l'Histoire contemporaine ». Là, les Jacobins ont mis en pratique ce qui peut être décrit comme une tentative générale de « Solution Finale » : en 18 mois, sur un territoire de seulement 10.000 kilomètres carrés, 120.000 personnes ont disparu, au moins 15% de la population totale de la région ce qui reviendrait à tuer à l'heure actuelle 10 millions de personnes en France.

« Courageux défenseurs qui portez le nom de « Colonnes Infernales » ! Je vous conjure, au nom de la Loi : portez le feu de toute part, et ne pardonnez à personne, pas même aux



femmes, aux enfants, fusillez-les tous, incendiez tout ! » (Harangue du Général Westermann à ses troupes lors de la bataille de Vendée).

« La Vendée n'existe plus, citoyens républicains. Elle est morte sous notre sabre libre, avec ses femmes et ses enfants. Je viens de l'enterrer dans les marécages et dans les bois de Savenay. En suivant les ordres que vous m'avez donnés, j'ai écrasé les enfants sous les sabots des chevaux, j'ai mis en pièces les femmes qui, au moins celles-là, ne pourront plus enfanter de fripons. Je n'ai pas fait un seul prisonnier qui puisse m'accuser. Je les ai exterminés tous. (...) Les chemins sont parsemés de cadavres. Il y en a tant que dans maints endroits ils forment des pyramides. À Savenay les exécutions se poursuivent en permanence car, à tout moment, nous arrivent des coquins qui prétendent se rendre afin d'être prisonniers. (...) Nous ne faisons pas de prisonniers. Il nous faudrait les alimenter avec le pain de la liberté, et la pitié n'est pas révolutionnaire. » (Général Westermann, lettre au Comité de Salut Public).

Et, après la Terreur et le Directoire (avec sa Terreur Blanche), la révolution culmine son travail avec Napoléon comme dictateur puis comme empereur, afin d'uniformiser par le fer et par le sang, au nom de la « nation souveraine », un État comme la France, d'une manière telle que même les Chinois n'ont su le faire au XX^{ème} siècle. Le Néo absolutisme s'arroge le droit d'envahir et de ravager l'Europe entière, luttant non seulement contre le joug des antiques régimes tyranniques mais aussi contre les antiques régimes de liberté, tels que ceux de la Vasconie ou de celui de la Suisse, pour les

soumettre à ce nouveau joug moderne. Victor Hugo le disait déjà : « Les révolutions (...) s'attaquent aux antiques libertés avec la même violence qu'elles s'en prennent aux pouvoirs anciens ». Et cette conception néo-absolutiste, espagnolisée dans les constitutions de Bayonne et de Cadix, s'est chargé, au nom de la modernité et de l'uniformité, de supprimer ce que Frédéric Le Play qualifiait de « meilleure constitution sociale en Europe » : la constitution basque.



Robespierre

Le premier totalitarisme, pas le dernier

Avec l'évolution de la technique, ce totalitarisme absolutiste perfectionné, symbole de la « souveraineté nationale » et des théories pures, a accouché de tous les totalitarismes qui ont ravagé l'Europe à l'âge industriel, fruit de l'ingénierie sociale qui résulte du mélange explosif du rationalisme et de la sociologie, avec absence totale de toute considération anthropologique. C'est pendant la révolution française qu'ont été expérimentées toutes les tueries industrielles. Dans le Palais des Débats, un comité scientifique a commencé à expérimenter les armes chimiques, les gaz toxiques ont été testés sur des moutons, et la moitié des animaux contaminés sont morts asphyxiés. Le Conventionnel Carrier

déclare dans une poussée d'exaltation : « Maintenant il ne nous reste plus qu'à verser de l'arsenic dans les puits ! ». Avec la peau tannée des Vendéens les révolutionnaires ont fait des bottes pour les officiers (la peau des femmes, plus douce, était utilisée pour les gants). On peut toujours voir, au Musée de l'Histoire Naturelle de Nantes, une peau de Vendéen soigneusement tannée. Des centaines de cadavres furent bouillis pour en extraire de la graisse et en faire du savon. Les chambres à gaz de l'époque furent des bateaux chargés de paysans et de prêtres, poussés au milieu de la Loire et coulés au canon. Sans oublier les 3.000 femmes noyées à Pont-aux-Baux.

Il n'est donc pas étrange qu'avec ces antécédents, des événements semblables se produisent pendant la Révolution Bolchévique qui débouche sur le Communisme Soviétique, dont les artifices étaient inspirés par les révolutionnaires français ; mais aussi pendant la Révolution Fasciste Italienne, la Nationale Socialiste allemande, le National Catholicisme franquiste ou le croate Oustachi. Tout ceci a rendu plus difficile la vie en liberté, égalité et en démocratie, et la terrible situation en Europe au XX^{ème} siècle aurait continué, dans les mains du Nazismo-fascisme ou dans les mains du communisme, si les États-Unis n'étaient intervenus pendant la IInd Guerre Mondiale ; intervention tellement décriée en Europe par les cercles qui s'auto-déterminent « progressistes » et héritiers du néo absolutisme jacobin.

Ion Gaztanaga, Iñigo Lizari - Aberriberri.com

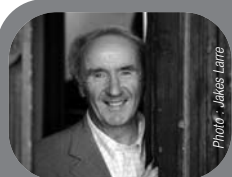


Photo: Jéssus Larre

SOIRÉE LITTÉRAIRE avec Daniel Landart et deux comédiens

Vendredi 9 mars, à 18 heures, à Saint-Jean-de-Luz, au salon d'honneur de l'Hôtel de Ville

Le Service culturel de la ville de Saint-Jean-de-Luz et l'Institut culturel basque organisent une soirée littéraire en euskara en invitant Daniel Landart qui vient de publier le premier tome de « Ahularen indarra » (La force du faible) aux Editions Elkar. Elle aura lieu le vendredi 9 mars, à 18 heures, au salon d'honneur de la mairie.

« Ahularen indarra » étant un livre de souvenirs, Daniel Landart commencera par évoquer quelques rencontres, événements et anecdotes qui se sont déroulés à Saint-Jean-de-Luz il y a plus de 40 ans. Récits qui paraîtront dans son deuxième tome et dont les luziens auront la primeur.

Puis, Kattalin Sallaberry et Peio Berhocoïrigoïn, comédiens de la troupe Xirixti-Mirixti créée par Daniel Landart, liront quelques morceaux choisis relatifs à l'enfance et à la jeunesse de l'auteur, fils d'agriculteur et qui, à cause de sa santé fragile, s'est retrouvé apprenti typographe.

Parcours atypique que celui de cet autodidacte qui a osé se lancer dans l'écriture de pièces de théâtre. Cela lui a permis de se mettre professionnellement au service de la culture basque.

Belle soirée littéraire en perspective, à l'issue de laquelle la ville de Saint-Jean-de-Luz offrira le verre de l'amitié, alors que Daniel Landart se fera un plaisir de dédicacer son livre.

Renseignements : Institut Culturel Basque: 05 59 93 25 25



Iñaki Durañona nous a quitté...

Il incarnait l'essence même de « l'euskaldun fededun », homme de foi et patriote basque. Iñaki Durañona était notre conscience, notre mémoire. Il était aussi notre ami. Iñaki nous a quitté vendredi 17 février, dans la discrétion et la dignité, comme il avait vécu.

L'hommage et le dernier adieu que lui ont rendu des centaines de basques, du nord et du sud de la Bidassoa, en l'église Saint Vincent d'Hendaye, lui auraient fait froncer les sourcils. Trop d'honneur. Trop de démonstration. Pourtant, Iñaki les méritait, plus que tout autre.

L'abbé Epalza a rappelé à tous le parcours irréprochable de ce basque, de ce chrétien, de cet abertzale : l'amour de sa famille, de sa terre. La fidélité à son Parti aussi, Euzko Alderdi Jeltzalea.

Iñaki avait la pudeur de ceux qui agissent. Et la rigueur, parfois la sévérité, de ceux qui montrent l'exemple. Mais il avait aussi ce sourire et cette indulgence, cette bonté de ceux qui écoutent et qui comprennent.

Sa vie n'est pas de celles dont on porte témoignage par hasard. Elle appartient à sa famille et à ses proches, pour sa part d'intimité. Mais elle appartient déjà à l'histoire d'Euzkadi, pour sa part publique...

On ne pourra oublier son rôle dans la constitution de Radio Euzkadi, en octobre 1945 et sa collaboration à cette voix du Pays Basque libre jusqu'en 1950. Il fut aussi responsable du personnel et de l'armement de la Marine de Guerre basque sous l'autorité du Gouvernement Aguirre, avant de rejoindre la France après la chute de Bilbao devant les troupes franquistes.

Il était impossible de rester insensible devant sa bibliothèque personnelle où s'alignaient les oeuvres complètes de Sabino Arana, qu'il avait contribué à rassembler et à faire publier, en qualité de

membre fondateur de Sabindiar Batza. Il avait suggéré également au Lehendakari Leizaola (successeur de J. A. Aguirre) de célébrer l'Aberri Eguna de l'année 1974 en visitant – à la barbe et au nez des services de sécurité franquistes – la « Casa de Juntas » de Gernika.

Comme beaucoup d'autres gudaris et affiliés du PNV, Iñaki collabora aux services de renseignement du Gouvernement basque en exil, au bénéfice des Alliés anglo-américains. Il devait aussi accueillir, peu de temps après la Guerre, un commando spécial d'anciens combattants du Bataillon Gernika, qui devait prendre part, depuis la France, à la libération d'Euzkadi. Un ordre qui n'est jamais venu en ce début de guerre froide...

Iñaki Durañona aux obsèques du Lehendakari Aguirre (au centre)



Cet engagement sans faille en faveur de son pays, il le partageait avec son frère, José Antonio Durañona, secrétaire particulier du Lehendakari Aguirre de 1946 à 1949, décédé il y a quelques années.

Mais Iñaki, comme tant d'autres « réfugiés de 1936 », avait fait le choix de vivre et de demeurer en Pays Basque nord, et plus précisément à Hendaye, la cité qui l'avait accueilli, lui et sa famille. Il y fit carrière en qualité de directeur de la BBV, sans jamais oublier de s'engager dans les activités paroissiales et humanitaires. Toujours avec discrétion et conviction.

Tant d'autres pages – encore méconnues – de son action politique et militante, dans les années 50 et 60, restent à écrire.

Et puis, comment passer sous silence, le rôle d'Iñaki dans le maintien de la flamme abertzale, et plus particulièrement « jeltzale » en Pays Basque nord. À mesure que la génération de 1936 avançait en âge, elle laissait la place, tout aussi discrètement, à de nouvelles générations et à de nouveaux militants. Iñaki présida pendant plusieurs années la « Junta de Laburdi », rassemblement des militants du PNV en exil en Iparralde, qui devait servir de « mémoire vivante » du nationalisme basque démocratique jusqu'à nos jours.

Pour ma part, je n'oublierai jamais ses encouragements, et parfois aussi ses mises en garde amicales. Dans les périodes d'euphorie d'un « PNB » encore bien jeune (en Iparralde), Iñaki nous rappelait constamment à l'humilité. Dans les périodes de doute, il savait aussi nous encourager à tenir bon. Avec une seule consigne, toujours la même : servir l'Alderdi pour être utile à notre Pays.

Il y a quelques mois, avec son ami Iñaki Ibarloza, nous lui avons rendu visite. Il était tellement heureux d'avoir pu voir la fin du cycle de la violence qui, du soulèvement militaire de 1936 à la trêve définitive d'ETA, avait tant fait souffrir le Peuple basque. Mais il restait lucide sur le long chemin à parcourir pour arriver enfin à la paix et à la réconciliation. Il avait la foi pour y croire. Mais le temps était venu pour lui de regarder encore plus loin que l'horizon.

Ez adiorik, Jauna. Beti izanen zira gure bihotzan.

Manu



Un individualiste de talent : Marc Légasse (IV)

Enterrement du Projet de loi

Marc Légasse remit ce Projet de loi à Jean Etcheverry-Ainchart, notaire à Baigorri, qui venait d'être élu le 21 octobre 1945 député à l'Assemblée Constituante en tant que « candidat démocrate » sur la liste du Mouvement Républicain Populaire (MRP-démocrate-chrétien) mené par le béarnais de Chevigné. Ce projet fut déposé par Jean Etcheverry-Ainchart dans une Commission de l'Assemblée Constituante mais ne fut jamais discuté en séance.

Un coup de pied dans l'eau qui ne décourage pas Marc Légasse, loin s'en faut.

La lettre à José Antonio de Aguirre

Le 25 mars 1946, Marc Légasse écrit de Ciboure, une longue lettre à José Antonio de Aguirre. Il y déplorait amèrement l'attitude hostile de certains membres du PNV et du Gouvernement Basque en exil envers les nationalistes du Pays Basque continental qui venaient de se présenter aux Cantonales et qui avaient élaboré un projet de Statut.

Marc Légasse –qui connaissait personnellement le Président Aguirre- lui adressait de sévères critiques : « Toute votre activité diplomatique s'est poursuivie sur le plan espagnol. Votre gouvernement est un gouvernement régional de la République espagnole... » Le PNV n'avait-il pas subi le même « affadissement » que l'Eglise Catholique ? : « Il est advenu au PNV ce qu'il est advenu à l'Eglise Catholique ; celle-ci, au temps des catacombes, intransigeante sur les principes révolutionnaires dans son action, est devenue au fur et à mesure qu'elle a vu croître son importance, beaucoup plus souple sur les principes, conservatrice dans son action, et surtout extrêmement soucieuse de ne pas perdre sa clientèle. »

Cependant, Marc Légasse reconnaissait le « prestige que vous vous êtes acquis par votre attitude et vos aventures durant la période 1936-42 et la sympathie que vous ont témoignée tant de hautes personnalités internationales... » Il concluait ainsi sa lettre : « Vous excuserez, M. le Président, cette lettre si longue, si violente et si peu respectueuse ; c'est que voyez-vous, je suis basque, je suis jeune et je suis disciple d'Arana Goiri, trois raisons pour être un peu fou. »



Marc Légasse avait sans doute oublié sa lettre de 1946 lorsqu'à la mort du Président Aguirre en 1960, il écrivit dans Hordago ce magnifique hommage au Président Aguirre : « Jamais José Antonio de Aguirre ne porta mieux le titre de Lendakari qu'en parcourant, mort, les rues de Saint-Jean-de-Luz. Nul diplomate, nul officier ne lui faisaient escorte. Mais tout un peuple, à l'image des ezpatadantzaris, dressait face au ciel le corps de son Président... La mort, en le haussant dans la légende, en a fait le symbole de notre Souveraineté nationale. Car, de tant de sang, de tant de peines, il a, par son implacable ténacité, forgé cette Nation qui défilait au long des vieilles demeures chargées d'histoire... »

Et mort, José Antonio de Aguirre continuera de présider au destin d'une Nation qu'il aura fait naître à la vie. »

Abstention prônée

Après le rejet par référendum le 5 mai 1946 de la Constitution de la IV^{ème} République, de nouvelles élections à une Assemblée Constituante devaient avoir lieu le 2 juin 1946. Marc Légasse, par affiches, fit une propagande en faveur de l'abstention : « BASQUES, abstenez-vous poliment, le 2 juin, de vous immiscer dans les affaires d'un peuple auquel vous n'appartenez pas et refusez, par conséquent, d'envoyer des députés légiférer pour nos voisins du nord de l'Adour ! Vous donnerez ainsi une magnifique leçon de Bonne Education à tous les Kaskoinak, assez mal élevés pour s'occuper des affaires du peuple basque... Les Basques se doivent de se tenir en dehors de ces sordides mêlées électorales au cours desquelles des bandes de pantins et de polichinelles se disputent âprement le monopole de l'exploitation politico-touristique d'Euzkadi. » L'affiche était signée : « Le Comité Basque de Libération. Editions Hordago. Directeur : Marc Légasse. »

Jean-Claude Larronde



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat Oteiza
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / Mise en page : Izar Design
N° CPPAP 0613 P 11238



Processus de renouvellement des exécutifs dans chaque territoire

Marie-Andrée Saint Esteben, Présidente de l'Assemblée Territoriale nous explique l'étape du renouvellement des exécutifs régionaux dont l'Ipar Buru Batzar

Un processus électoral est en cours au sein d'EAJ-PNB pour renouveler sa direction ? Comment se déroule-t-il techniquement et qui va être élu ?

Les processus électoraux internes sont fondés sur le principe du suffrage universel, égal, libre, direct et personnel.

Le processus électoral régional interne se déroule sur le même principe que celui qui a permis le récent renouvellement des instances internes nationales :

- Au premier tour de l'élection, les membres de chaque Organisation Municipale (Biltzar) désignent des candidats aux postes suivants : président(e) de l'Ipar Buru Batzar (IBB), membres de l'IBB, délégués à l'Assemblée Nationale, juge régional.

Au cours de ce processus de désignation, les alderdikide peuvent désigner n'importe quels autres alderdikide qu'ils verraient occuper les divers postes à pourvoir (tous les affiliés présentant 2 ans d'affiliation peuvent occuper les postes cités plus haut).

Les statuts de l'alderdi basés sur des principes démocratiques, veulent qu'un candidat soit désigné, mais ne se présente pas. Les candidats désignés à l'issue du 1^{er} tour peuvent, bien entendu, accepter ou refuser la désignation.

- Les candidatures sont ensuite transmises à la Commission Nationale de Garanties et Contrôle (CNGC) qui les étudie : années d'affiliation, éventuelles incompatibilités...

La CNGC établit ensuite une liste exhaustive, par ordre alphabétique.

La liste, ainsi confectionnée, sera remise à toutes les Organisations Municipales, avec le CV des candidats, et l'indication des Organisations Municipales les proposant. De la même manière, sera envoyée la liste des candidats exclus, avec les raisons de leur exclusion.

- Lors du 2^{ème} tour, les Organisations Municipales, réunies en Assemblées Municipales Extraordinaires, élisent, à la majorité absolue des membres présents ayant droit de vote, au sein de la liste remise par la Commission Nationale de Garanties et de Contrôle, au maximum :

> le candidat à la Présidence de l'Ipar Buru Batzar, et ce de manière préalable et séparée.

> 9 candidats burukide de l'IBB

> Un candidat au Tribunal Régional de Justice.

> 5 candidats représentants Iparralde à l'Assemblée Nationale

- Les candidats aux différentes charges internes sont ensuite élus lors de l'Assemblée Territoriale au cours de laquelle, les délégués des Organisations Municipales votent avec un mandat impératif de leur biltzar.

Tous les militants jeltzale de l'ensemble du Pays Basque votent-ils en même temps ?

Tous les alderdikide renouvellent en même temps les exécutifs régionaux : ceux d'Araba, Bizkaia, Gipuzkoa, Iparralde, Nafarroa.

Quel sera le rôle du lehendakari d'Iparralde et des membres de l'IBB ?

Il appartient à l'Ipar Buru Batzar :

- D'exécuter les décisions adoptées par l'Assemblée Régionale, et, lorsque cette dernière n'est pas réunie, d'imprimer la direction politique de l'Organisation Régionale, en tenant l'Assemblée Régionale informée. Tout ceci en conformité avec les décisions que l'Euzkadi Buru Batzar adopte dans le cadre de ses compétences.

- D'exécuter les décisions de l'Euzkadi Buru Batzar lorsque celui-ci lui délègue une telle faculté.

- De présenter à l'Assemblée Régionale le programme d'action de l'Ipar Buru Batzar pour la période de son mandat, ainsi que les plans annuels d'action.

- D'élaborer les candidatures pour les élections aux charges publiques municipales dans les communes d'Iparralde où le Parti ne dispose pas de structure municipale propre, en tenant l'Assemblée Régionale informée.

- De fixer les lignes politiques directrices, d'orienter, d'appuyer et de contrôler les titulaires des charges publiques extramunicipales qui agissent dans son territoire.

- De fixer les lignes politiques directrices, d'orienter et d'appuyer les titulaires de charges publiques municipales, lorsque ces derniers agissent, en raison de leur charge, dans un cadre dépassant les limites communales, ou lorsque le Parti ne dispose pas, dans la commune en question, de structure municipale propre.

- De résoudre les différents qui s'élèveraient entre les Organisations Municipales.

- De présenter les propositions à l'Assemblée Nationale.

Le Président de l'IBB est en outre membre de droit au sein de l'Euzkadi Buru Batzar, et fait contamment le lien entre Iparralde et Hegoalde.

En définitive, Iparralde est-elle une province comme les autres au sein d'EAJ-PNB ou a-t-elle un statut particulier ?

La seule particularité réside dans la jeunesse de la structuration d'EAJ en Iparralde, et de ce fait par le nombre beaucoup moins important d'alderdikide. Ce dernier point fait aussi que, pour l'instant, Lapurdi, Baxe-Nafarroa et Xibero sont réunis en une seule entité : Iparralde.

Cependant, pour nous tous, alderdikide, Euzkadi est notre patrie. C'est donc naturellement et évidemment qu'Iparralde est une province comme les autres au sein d'EAJ/PNB qui a été historiquement le 1^{er} parti abertzale à militer.



Kristian Noguez : « Macaye, un village abertzale »

Kristian Noguez, conseiller municipal de Macaye poursuit son engagement politique, dans un village et une zone rurale dynamique.

Quels sont les dossiers majeurs en cours à la mairie de Macaye ?

Nous espérons concrétiser le projet Etxe Handia. Il s'agit d'une vieille bâtisse à réhabiliter pour laquelle nous envisageons un projet à trois volets en cohérence avec les besoins de notre environnement proche : gîte de cinquante places, logements et vitrine de produits de terroir.

Le village voisin de Louhossoa montre du dynamisme sur le plan culturel avec des animations dans leur salle et la construction, à quelques mètres d'Etxe Handia, d'un atelier de création de décors. Un tel gîte contribuera à une mutualisation des actions. Par ailleurs, beaucoup de sportifs évoluent sur le Massif du Baigura et dans la vallée de la Nive, or le besoin d'un gîte à grande capacité est nécessaire. En matière de logement, nous souhaitons répondre à une demande locative. Enfin, nous misons sur la qualité des produits locaux et le rapport direct producteurs / consommateurs afin de promouvoir nos atouts gastronomiques locaux.

Ce projet sera source de dynamisme sur les plans économique et culturel. Nous attendons maintenant les arrêtés de subventions.

Tu es président d'un SIVU, quels sont les projets que tu aimerais voir avancer au niveau de l'intercommunalité ?

Le SIVU Bai Gurea rassemble les communes de Mendionde, Hélette et Macaye et a pour objet la gestion de la Base de Loisirs du Baigura. C'est un dossier qui relève des trois communes mais qui doit dépasser ce cadre car nous pensons que la Base de Loisirs du Baigura est un des fleurons du territoire. Suite au Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale et conformément à la proposition du Préfet, nous nous sommes positionnés en faveur du transfert de nos compétences vers la Communauté des Communes de Hasparren. Je ne suis pas délégué à la CDC du Pays d'Hasparren et ce SDCI a gelé nos projets d'extension et d'évolution pour travailler sur les modalités de transfert. Cependant, j'espère que ces nouvelles configurations seront accélérées car elles sont porteuses d'une activité économique réunissant entre autres le sport, le pastoralisme, la culture et la promotion de nos atouts. Par ailleurs, avec les différents acteurs du Baigura (agriculteurs, chasseurs, AFP, éleveurs de pottok, prestataires d'activités), nous avons écrit la Charte du Baigura, un ensemble de règles et orientations qui vont régir le fonctionnement du projet sur le site. Cette Charte sera officialisée en 2012.



Macaye est une commune avec un vote abertzale très important. Comment l'expliques-tu ?

Difficile de faire une analyse. Implanté à Macaye depuis vingt ans, je suis d'origine bayonnaise. Mes parents ont, quant à eux, vécu leur jeunesse à Bidarray et Macaye : la fibre abertzale n'est pas dans les gènes... j'en parle en connaissance de cause. Macaye a une vocation agricole ; l'attachement à la terre, au patrimoine, à la langue, à notre culture n'est pas à mon sens le seul et unique vecteur de l'abertzalisme. Dans certains villages attachés à leurs racines, cela ne se traduit pas de la même manière au niveau de l'urne. Pour certains le conservatisme semble plus rassurant qu'un vote engagé. Je n'ai peut-être pas assez de recul mais je crois qu'à Macaye, dans les années 60-70, une prise de conscience s'est dégagée : elle était sûrement guidée par la volonté de prendre sa destinée en main. Des hommes forts, des familles établies et respectées ont porté cette sensibilité. L'héritage est là. Le fait de vouloir avancer tout en étant acteur et non sujet caractérise peut-être le microcosme makear. Ceci n'est pas pour me déplaire tant qu'il y a de l'écoute, du respect et de l'ouverture.

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@ej-pnb.eu - site : <http://www.ej-pnb.eu>
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz,
Ramunxo Camblong 06 19 97 15 75 rxocamblong@hotmail.fr - Basse-Navarre-Soule, **Paco**
Arizmendi 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong**
06 82 82 86 12 daniel.camblong@wanadoo.fr - Saint-Jean-de-Luz, **Jean Aniotzbehère** 05 59 54 21 32



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé